



Écosse, quelle voix pour l'indépendance ?

Arthur Brault Moreau

1 juillet 2015

Texte inédit pour le site de Ballast

« Difficile à arrêter, le SNP sera impossible à ignorer », s'est enthousiasmé Alex Salmond, l'ex-dirigeant du SNP (Scottish National Party : le parti national écossais) dans une interview au Guardian. De fait : 56 députés indépendantistes écossais ont fait leur entrée à la Chambre des communes. À la victoire écossaise répond la victoire des très britanniques Tories (le Parti conservateur), dont les 36,9 % de voix maintiennent David Cameron au poste de Premier ministre. Le Labour Party (Parti travailliste) a lui aussi surpris... mais par son faible nombre de voix — avec 30,5 %, il connaît ses pires résultats depuis 1987. Neuf mois ont passé depuis le référendum sur l'indépendance de l'Écosse (auquel les Écossais dirent « non » à 55 %) et la question écossaise reste pourtant au cœur du débat politique. Grand vainqueur sur le Parti travailliste en Écosse et cible politique directe de Cameron au niveau national, le SNP surgit en outre-Manche, bouleversant l'équilibre politique du pays et intrigant, à l'international, par sa ligne politique : nationaliste ou de gauche ? L'un de nous s'est rendu sur place.



Dès l'origine, la relation entre les nations anglaise et écossaise s'est montrée ambiguë. Présent sur tous les bâtiments officiels, l'emblème royal illustre ô combien cette relation : un lion, symbole du pouvoir royal britannique, fait face à une licorne entravée. Cet animal légendaire, métaphore du caractère insaisissable de l'Écosse, est enchaîné à la couronne d'Angleterre. C'est le **traité d'Union** de l'Écosse au Royaume britannique, en 1707, qui parvint à réaliser cette prouesse : saisir l'insaisissable Écosse. D'après

le politologue écossais **Tom Nairn**, l'Union a, dans un premier temps, profité à cette région du nord de la Grande-Bretagne, lui permettant l'entrée dans « *un système politique ouvert et un modèle économique florissant* ». Mais les années 1960 et 1970, charriant la fin de l'Empire et l'aggravation de la crise économique, ont fait resurgir à la surface « *les problèmes d'un État multinational archaïque*¹ ». Au déclin de la puissance britannique répondait l'émergence de l'Écosse comme puissance économique. La licorne écossaise, à même de rivaliser avec le vieux lion anglais, revendique à présent son indépendance.

L'indépendantisme à l'écossaise

« Perspectives de gauche et question identitaire ne font qu'un dans cette région où le Parti conservateur, honni des Écossais, ne compte que quatre représentants. »

Parvenir à traiter la question de l'indépendance d'une partie d'un pays comme la Grande-Bretagne, de surcroît de façon démocratique, c'est l'exploit qu'a réalisé le référendum écossais du 18 septembre 2014. Curiosité politique pour les uns, rêve d'indépendance pour d'autres (à commencer par les mouvements indépendantistes du Pays basque ou de Catalogne). Si le mouvement écossais a reçu le soutien de ces deux derniers, la réciproque n'a pas eu lieu : le premier ne semble guère s'identifier à ses supposés homologues. Des analogies sont toutefois à signaler. Des régions à



L'identité culturelle forte, avec une langue propre ainsi qu'une croissance économique importante (souvent motrice pour le reste du pays), se vivant comme des nations à part entière — dans les trois cas, la revendication d'indépendance est vue comme un moyen d'officialiser une réalité déjà existante. C'est au niveau politique que les mouvements indépendantistes marquent leurs divergences, et non des moindres. De la Gauche républicaine (Esquerra Republicana de Catalunya) à la très conservatrice Convergence démocratique (Convergència Democràtica de Catalunya) de [Jordi Pujol](#), la revendication catalane rassemble l'ensemble de l'échiquier politique. Dans un article paru dans *El Pais*, le journaliste [Lluís Bassets](#) affirme : « *L'indépendance écossaise est clairement européenne et de gauche, alors qu'en Catalogne on nous propose le chemin inverse, d'abord décider que nous sommes indépendants et ensuite voir quel type de pays indépendant nous voulons être.* »

Au modèle catalan de l'indépendance comme fin en-soi répond un indépendantisme programmatique écossais : la revendication à la séparation permet, jurent ses partisans, de mener à bien un programme politique émancipateur. Perspectives de gauche et question identitaire ne font qu'un dans cette région où le Parti conservateur, honni des Écossais, ne compte que quatre représentants. L'indépendantisme écossais serait-il incompatible avec une politique de droite ? Conserver l'université publique, défendre le service de santé, développer une économie écologique ou encore lutter contre la présence du sous-marin nucléaire anglais *Trident* en mer écossaise : il ne s'agit pas du programme de quelque parti de la gauche radicale, et encore moins des mots d'ordre du Parti travailliste, mais de ce qu'on peut lire dans le *Guide pour le référendum écossais*. Séparation rime ici avec refus de l'austérité et renouveau politique.

Le mouvement indépendantiste se rassemble néanmoins autour d'un parti qui se présente comme « national écossais ». Une approche nationaliste de la question, sous des abords progressistes ? Donnie Macleod, un fermier écologiste que nous rencontrons à Ardersier, petit village écossais, objecte sans tarder : « *Le mouvement indépendantiste écossais n'est pas une revendication nationaliste, mais la promesse de construire un meilleur pays, par rapport à ce qu'on nous autorise sous le contrôle de Londres. La justice sociale et écologique et une société de partage et d'écoute, c'est irréalisable si l'on est bloqué par le centralisme et le va-t-en-guerre anglais.* »



□La reine d'Angleterre (DR)□

La victorieuse défaite du référendum

55 % de « non » au référendum de 2014, disions-nous. La campagne d'opposition à l'indépendance fut féroce et organisée. Médiatique, bien sûr. Quelques jours avant les élections, le *Daily Mail* titra : « *Les experts avertissent que l'économie britannique perdrait 17 milliards de livres d'investissement, l'indépendance écossaise pourrait conduire à une nouvelle Grande Dépression.* » Les grandes entreprises mirent la main à la pâte, Marks & Spencer jura d'une importante augmentation des prix et 8 % des entreprises menacèrent de quitter l'Écosse en cas de victoire du « oui ».

« **Soudés le temps de la campagne, les partis conservateur et travailliste affichèrent, malgré leurs différences, entente et connivences.** »

Politique, aussi. Tandis que la reine Élisabeth rappelait discrètement aux Écossais de « *vraiment bien penser au futur* », le Parti travailliste s'allia aux conservateurs ainsi qu'aux libéraux-démocrates autour de la campagne « Better Together » (« Mieux ensemble »), enchaînant manifestations et passages télévisés afin de marteler, sur tous les tons, l'importance et, même, le caractère indispensable de l'union. Malgré la défaite électorale, le parti écossais fut à son apogée — le bipartisme, pour gagner, fut repoussé jusque dans ses derniers retranchements. Soudés le temps de la campagne, les partis conservateur et travailliste affichèrent, malgré leurs différences, entente et connivences. Deux jours avant les élections, les trois leaders [David Cameron](#), [Nick Clegg](#) (parti libéral-démocrate) et [Ed Miliband](#) (Labour) allèrent jusqu'à publier ensemble le manifeste « The Vow », assurant aux Écossais que la nation obtiendrait davantage de pouvoir si le « non » l'emportait. La promesse ne sera bien sûr pas tenue ; les partis



traditionnels sortirent vainqueurs mais perdirent en crédibilité, au profit du SNP. Ce dernier quadrupla en effet son nombre de membres (avec plus de 100 000 militants), devenant la troisième force militante du pays — et, dès lors, un parti de masse. À la victoire militante s'ajouta la victoire sociale : le référendum permit au parti écossais de mettre en lumière ses capacités à fédérer les différentes paroles indépendantistes.

Nicola Sturgeon

« *Notre Braveheart à nous, c'est une femme : Nicola Sturgeon* », s'amuse Alexandra, militante au SNP, lorsque nous la rencontrons à Inverness, la « capitale des Highlands ». Le succès du propos indépendantiste lui doit en effet beaucoup. Elle est adorée par la presse écossaise et vilipendée par celle des Anglais — qui l'a rebaptisée « *la femme la plus dangereuse de Grande-Bretagne* » (*Daily Mail*). Si Sturgeon s'avance sous les projecteurs, son parti est avant tout le fruit d'un long travail : né en 1934, ce n'est qu'en 2007, lorsqu'il remporta les élections parlementaires écossaises, que le SNP, parti jusqu'alors minoritaire et volontiers considéré comme folklorique, put faire ses preuves. Sauvegarde du système de vieillesse et de l'enseignement supérieur, résistance à la privatisation des services de l'eau ou du système de santé (NHS), opposition aux guerres du gouvernement britannique : le SNP tient bon. Manquait encore l'engouement populaire. « *Le coup de maître d'Alex Salmond [dirigeant historique du SNP, ndlr] a été d'avoir passé le flambeau à Nicola Sturgeon* », nous explique Alexandra. À nouvelle dirigeante, nouvelle politique : le SNP de Sturgeon se veut plus proche des citoyens.

Porte-à-porte et création d'espaces de discussions. Plus de 300 centres locaux du SNP voient le jour, ainsi que des « YES » cafés, un mouvement de jeunesse « GenerationYES », le « Collectif National de musiciens, artistes et écrivains » ou encore « Femmes pour l'indépendance ». Le parti se veut dynamique, moderne, connecté. « *Les conservateurs sont le parti des selfishs [des égoïstes, ndlr]. Nous sommes le parti des selfies* », va même jusqu'à confier l'une de ses militantes au *Guardian*. La presse, remplie des désormais célèbres *selfies* de Sturgeon aux côtés d'anonymes, donne à voir une formation politique jeune, accessible et modérée — mais sous l'apparente décontraction, Sturgeon n'en démord pas : « *Nous pouvons, si nous le choisissons, faire en sorte que Westminster s'assoit et prenne note.* » La ville où, rappelons-le, se trouvent les Chambres des communes et des Lords.



□Nicola Sturgeon (DR)□

Les deux meilleurs ennemis

Si la récente victoire de David Cameron est incontestable, elle n'est pas confortable pour autant. Après avoir mené campagne contre le référendum écossais, le Britannique a fait de la question écossaise le centre de son argumentation pour les élections nationales : voter conservateur, c'était l'assurance de bloquer la route aux velléités indépendantistes du SNP. L'ancien leader travailliste [Gordon Brown](#) accusa d'ailleurs les conservateurs d'avoir « *monté les Écossais contre les Anglais* ». Les élections terminées, les deux partis vont pourtant devoir travailler ensemble au Parlement. L'arrivée du SNP à la Chambre des communes change cependant le jeu parlementaire : si l'Écosse possède son propre parlement (à même de légiférer sur un certain nombre de compétences décentralisées, du transport à l'éducation), l'Angleterre dépend de Westminster. En votant pour des lois à Westminster, les membres indépendantistes pourront donc peser sur l'Angleterre tout entière. Situation pour le moins paradoxale.

« Le chat conservateur gagne en s'attaquant à la souris écossaise, qui, de son côté, jouit de son image de victime de la machine conservatrice. »

Cette situation conduit le Premier ministre à envisager un remaniement de l'ordre politique de l'union. Il s'agirait de renforcer le pouvoir des parlementaires anglais face aux écossais ; une loi devra être votée par la majorité de la Chambre des communes et par la majorité des députés anglais afin d'être approuvée. Cette idée sonne comme un aveu de la part de David Cameron : les élections n'ont rien réglé à la question écossaise — devenue, à présent, une question institutionnelle. Si les tensions s'avèrent profondes, on serait pourtant tenté d'y voir un jeu du chat et de la souris : le chat



conservateur gagne en s'attaquant à la souris écossaise, qui, de son côté, jouit de son image de victime de la machine conservatrice. C'est contre l'autre, mais par l'autre, que chacun de ces deux mouvements parvient à dessiner son identité politique et à construire sa propre image. Lorsque David Cameron promet la tenue d'un référendum sur le maintien dans l'Union européenne pour 2017, Nicola Sturgeon réplique aussitôt : « *Nous ne voulons pas être mis en dehors de l'UE, donc nous étudierons ça, c'est au public de décider* » — sous-entendant la tenue d'un nouveau référendum sur l'indépendance en cas de sortie de l'UE. Meilleurs ennemis, les affaires de l'un font les affaires de l'autre et le jeu politique bat son plein.

Un séparatisme au secours de la gauche britannique ?

La gauche est morte, vive le SNP ? C'est ce que semble dire la presse internationale au vu des résultats électoraux. À l'extraordinaire percée du SNP (qui n'obtenait que six sièges en 2010, pour les 56 actuels) répond l'impressionnante défaite du Labour : 100 sièges, derrière les 331 conservateurs élus. Tandis que la revue américaine *Jacobin* conclut sans détour à « *la fin du Labour* », l'économiste [Tony Travers](#) élargit la crise au reste de l'Europe, avec son article « L'échec des gauches en Europe à répondre à la crise » (Médiapart). Quand les uns perdent pied, le SNP assume un programme de défense des services publics et de rejet de l'austérité. La victoire de ce dernier signifierait-elle la naissance d'une nouvelle gauche — ou, du moins, d'un renouveau de la gauche britannique ? Au niveau parlementaire, force est de constater que le SNP se trouve en position d'impulser des réformes et des lois de gauche — il pourrait même, ironie du sort, devenir un rempart britannique contre les politiques d'austérité qui frappent le Royaume-Uni. « *Le rôle du SNP à Westminster doit être de causer autant de problèmes que possible aux Tories [conservateurs]. La principale opposition reste le Labour, mais l'aide du SNP les rendra plus fort et leur maintiendra la pression de gauche* », nous dit à ce sujet Donnie Macleod.

Le discours social, autrefois porté par le Labour, s'est déplacé vers le SNP. Bilan implacable pour les travaillistes : lancement de la campagne du « non » au référendum écossais, alliance avec les conservateurs et les libéraux-démocrates et maintien du discours néolibéral d'austérité au niveau national — des réductions budgétaires dans la santé et l'éducation au maintien de la très impopulaire « Bedroom Tax » (impôt sur le nombre de chambre par foyer) : travaillistes et conservateurs cheminent d'un même pas. Le Labour, comme le Parti socialiste en France, s'est lui-même coupé de ses électeurs et de son ancrage populaire en s'intégrant, sans ciller, au *système d'alternance unique*. Si les coupes travaillistes s'annoncent moins drastiques que celles promises par les conservateurs, l'original, électoralement, séduit toujours plus que la copie.

L'absence d'une alternative politique à l'austérité a généré un vide politique que le SNP n'a pas eu grande difficulté à combler. Traditionnellement travaillistes de génération en génération, des zones entières ont rapidement viré aux couleurs du SNP.



David Cameron à Giant's Causeway (National Trust/Harrison)

Le SNP s'est mis à la tête d'un puissant mouvement de la société civile. Par ses occupations des places (comme à Glasgow) et la mise en avant de la participation citoyenne, le parti rappelle parfois, par ses méthodes inclusives, les grands mouvements citoyens d'Espagne ou de Grèce. Les campagnes se font à présent par les citoyens, via les tournées d'affichages, et en leur nom, via les réunions de quartier où chacun est appelé à s'exprimer. La jeunesse écossaise joue ici un rôle majeur : autorisés à voter dès l'âge de seize ans, les Écossais perçoivent dans l'indépendance un projet plus ambitieux et stimulant que l'accablante rengaine austéritaire. Pourtant, en dépit de l'image progressiste et émancipatrice que le parti est parvenu à se forger, ses dirigeants veillent à ne pas diviser les Écossais ; deux idées doivent à leurs yeux prédominer : la nation écossaise a vocation à se doter de son propre État et l'unité nationale supplante la division sociale. Discours non sans ambiguïtés, on l'imagine bien. La nation et non la lutte des classes : le SNP serait « de gauche » du bout des lèvres, « de gauche » tant la gauche institutionnelle aime désormais à penser à droite (une gauche écossaise sans vision marxiste ni perspective nette de remise en cause de la répartition des richesses). De ce point de vue, le SNP se différencie radicalement des mouvements sociaux comme Podemos et, plus encore, Syriza. Le problème se situe à l'extérieur de la nation — Westminster — et non en son sein, comme *la caste* vivement dénoncée par l'organisation espagnole.

« Le Labour, comme le Parti socialiste en France, s'est lui-même coupé de ses électeurs et de son ancrage populaire en s'intégrant, sans ciller, au système d'alternance unique. »



Mais l'indépendantisme écossais demeure un mouvement ample et hétérogène, qui, quoique rassemblé sous la bannière du SNP, peut se distinguer de la ligne de ses leaders. Dans le cadre du référendum comme des dernières élections, le mouvement de gauche radicale [Radical Independence](#) fut un élément incontournable de la campagne. Animant les actions de proximité et les réunions de quartier, il tend à tirer le SNP sur sa gauche. Un rapport de force entre le mouvement radical et le parti (ou, plutôt, sa direction) s'est engagé — les élections parlementaires écossaises de 2016 maintiennent plus encore la pression. Une chose est sûre, la victoire du mouvement indépendantiste a enclenché un nouveau temps politique en Grande-Bretagne. L'Écosse a ôté ses chaînes : bientôt son entière libération ? Les prochains scrutins écossais et le référendum sur la présence britannique dans l'UE viendront certainement y répondre.

1. « A Scottish Watershed », *New Left Review*, septembre-octobre 2014.[↩]